

L'hon. M. Gray: Oui, monsieur l'Orateur.

M. Valade: Étant donné que le ministre a déclaré que la position des conservateurs progressistes était contradictoire, en ce qu'elle appuyait les propositions créditistes, le ministre peut-il dire comment il explique le retrait ou le recul que le ministre des Finances (M. Benson) a lui-même annoncé à la Chambre, relativement au Livre blanc sur la fiscalité?

L'hon. M. Gray: Monsieur le président, le Livre blanc a été déposé comme véhicule d'idées à discuter. Ce n'est qu'après le débat sur ces idées que le gouvernement a dit qu'il présenterait un projet de loi. Telle était son intention dès le début. C'est dommage que notre collègue conservateur progressiste n'ait pas compris ce point fondamental.

M. Roch La Salle (Joliette): Je voudrais profiter de cette journée d'opposition, monsieur l'Orateur, pour exprimer certaines opinions eu égard à la motion présentée par le Ralliement créditiste. Permettez-moi, monsieur l'Orateur, de féliciter le ministre du Revenu national (M. Gray) de son excellent français. Je voudrais profiter de cette occasion pour discuter quelques points de la motion, en faisant certaines réserves. Je ne suis pas convaincu du fait qu'une politique créditiste serait la meilleure solution, mais je voudrais quand même féliciter le député de Bellechasse (M. Lambert). Cet après-midi, j'ai entendu son magnifique exposé, présenté avec la simplicité avec laquelle il exprime toujours ses opinions. Connaissant bien le député de Bellechasse, je sais combien il est honnête. Je me dois, je pense, de le féliciter de son exposé et des idées qu'il préconise à la Chambre. J'irais même jusqu'à dire que si tous les députés étaient aussi honnêtes et aussi simples, parce qu'il faut beaucoup de simplicité, la Chambre s'en porterait mieux. L'honnêteté fondée sur cette simplicité ferait naître des idées et une politique beaucoup plus réalistes et beaucoup plus humaines. Je ne pourrais pas en dire autant du chef du Ralliement créditiste (M. Caouette), qui est plutôt porté, de temps en temps, à faire plus de politique qu'à préconiser des idées vraiment valables et progressives. De toute façon, je rends hommage au député de Bellechasse pour son honnêteté et pour son excellent exposé.

On a parlé de production, de distribution, de consommation et de pouvoir d'achat. Il est clair que la production ne fait pas défaut, au Canada, présentement. Il est aussi clair que la distribution est possible, compte tenu du manque de pouvoir d'achat, c'est-à-dire de revenus au niveau du citoyen. Le consommateur se trouve embarrassé par ce manque de pouvoir d'achat, bien qu'il existe une surproduction qui pourrait être consommée grâce à un pouvoir d'achat plus facile à obtenir. La situation actuelle est le résultat de la politique énoncée et préconisée par le gouvernement actuel. On pourrait blâmer les gouvernements antérieurs, mais on aurait tort de le faire, parce que si on se limitait à blâmer toujours ceux qui ont bâti ce pays, ceux qui ont fait leur possible, on perdrait son temps. Nous devons, je pense, analyser en profondeur la situation actuelle. Depuis 1968, un gouvernement libéral dirige le Canada. Depuis 1968, je sais que la population canadienne s'attend à beaucoup de ce gouvernement, compte tenu d'une promesse très louable, celle de l'établissement d'une société juste. J'ai cru à cette société juste, comme tout le monde. J'ai pensé qu'étant élu, je

[M. Valade.]

pourrais participer à cette société juste en m'appliquant à appuyer les bonnes mesures, et en contestant évidemment les mauvaises, parce que tel est le rôle de l'opposition. Mais au nom de l'inflation, on a laissé progresser le chômage, ce qui est désastreux et ce qui fait mal. Malgré l'inflation, on a quand même connu l'augmentation des prix, et cette augmentation a sûrement fait mal aux consommateurs. On a quand même connu cette inflation, pour en arriver à une situation de chômage inacceptable. Il n'y a pas tellement longtemps, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) déclarait qu'il avait réussi à mater l'inflation, et qu'à partir de là, il allait s'attaquer au chômage.

• (8.40 p.m.)

Nous savons tous comment nous sommes embarrassés par cette situation et combien cela fait mal, dans certaines régions du pays, en particulier dans la province de Québec, et dans d'autres régions.

Il semble qu'on s'est surtout appliqué à augmenter les allocations sociales. Il aurait été, je pense, absolument nécessaire et vital de s'appliquer à la création de nouveaux emplois, de disposer de crédits supplémentaires, au niveau de la recherche, ce qui aurait entraîné la création de nouveaux produits, et par le fait même, la mise sur pied de nouvelles industries rentables, viables, à long terme.

L'on s'est appliqué, aussi, à disposer de crédits très intéressants pour la mise sur pied de nouvelles industries, mais malheureusement, on a oublié de trouver les solutions nécessaires pour conserver les industries existantes. Et cela, c'est vraiment important.

Presque tous les jours, diverses industries qui fonctionnent depuis plusieurs années, annoncent qu'elles devront fermer leurs portes, à cause de certaines difficultés, dont l'importation. Le gouvernement a-t-il fait suffisamment pour freiner une importation embarrassante? Le gouvernement a-t-il étudié sérieusement la possibilité de limiter ces importations? Il est sûr que depuis quelques années, il est normal que nous importions certains produits. Avons-nous fait assez d'études de façon à limiter l'importation d'un produit donné, compte tenu du fait qu'aujourd'hui, le Canada est en mesure de le produire? Je crois que, de ce côté, on n'a pas fait suffisamment.

Cette application vis-à-vis des investissements des nouvelles industries est une bonne chose en soi, mais à mon avis, on a oublié de s'appliquer à la conservation des industries existantes.

Comment oublier de discuter des difficultés financières des municipalités et des provinces? Les conditions financières des municipalités et des provinces doivent être discutées ici, à la Chambre. Nous voulons, c'est certain, que les municipalités et les provinces soient financièrement placées de façon à continuer à s'agrandir.

Nous avons connu au Québec la révolution tranquille qui a permis la création d'une série de projets. L'établissement de ces projets a créé de l'endettement jusqu'à un certain point.

Il est clair qu'au niveau des municipalités, on a connu à peu près les mêmes effets; les municipalités, désirant se donner des services supplémentaires, voulant faire face aux besoins d'aujourd'hui et recevoir de nouvelles industries, devaient nécessairement mettre sur pied une série de projets qui seraient de nature à les doter d'une infrastructure, compte tenu de la venue possible de nouvelles industries.